Loi immigration : des parlementaires de gauche prônent l'accueil "inconditionnel" des migrants quel que soit le motif de leur arrivée

14/01/2023 à 11h34



Ils prônent la "solidarité" face au "rejet": des parlementaires de gauche ont défendu l'accueil "inconditionnel" des exilés dans la future loi sur l'immigration, un texte qu'ils jugent stigmatisant et face auquel ils ont affiché leur volonté de ferrailler unis. Le projet de loi, qui sera présenté en Conseil des ministres dans les prochaines semaines avant d'arriver en première lecture probablement en mars au Sénat, vise surtout à favoriser les expulsions d'étrangers qui présentent une menace pour l'ordre public, notamment par une réforme "structurelle" de l'asile et du contentieux des étrangers.

En amont, "*il nous a paru important* (…) de *mettre en avant une politique d'accueil fondée sur des principes de solidarité et de fraternité*", a expliqué devant la presse Guillaume Gontard, le président du groupe écologiste qui a organisé vendredi au Sénat un colloque sur les enjeux de "l'*accueil et de l'accompagnement des personnes exilées*". **Quel que soit le motif de leur arrivée, "*on se doit de les accueillir***

***dignement, de manière inconditionnelle*“, a-t-il insisté, rejetant toute forme d’angélisme.**

“*On ne peut pas demander aux gens de s’insérer, d’apprendre le français (…) et en même temps les accueillir comme on les accueille*“, a abondé le sénateur Guy Benarroche, qui sera le chef de file du groupe sur le projet de loi.

La situation de l’accès aux droits des exilés est “*ubuesque*” à “*tous les niveaux de la chaîne*“, a jugé le sénateur des Bouches-du-Rhône. “*C’est notre devoir d’essayer de changer la loi car, a minima, elle ne doit pas être un frein à l’accueil*“, a-t-il ajouté.

Surtout qu’une “*grande majorité*” des exilés “*vont rester*” et que *“80% des OQTF ne sont pas exécutées*“, a-t-il souligné, en référence aux “*obligations de quitter le territoire français*” dont le gouvernement veut améliorer l’efficacité.

La mouture du texte déjà transmise au Conseil d’Etat laisse un “*mauvais pressentiment*” à Guy Benarroche: “*Quand on commence une loi sur l’asile en se demandant comment on va faire pour reconduire les gens plus rapidement dans leur pays, c’est un peu bizarre*“, avance-t-il. “*Il va y avoir du pain sur la planche pour essayer de changer les choses.*“

Des inquiétudes partagées par Guillaume Gontard, qui s’inquiète des “arbitrages” décidés entre la majorité et les Républicains. “***Ici au Sénat, on n’a pas de groupe Rassemblement national, mais on constate clairement une vraie dérive de la droite vers les extrêmes***“, ce qui est “*particulièrement inquiétant sur ce texte*“, juge-t-il.

Cela donne “*des raisons de s’inquiéter, mais aussi de s’unir pour faire face*“, a estimé la députée (PCF) Elsa Faucillon. “*Poser les termes du débat sur des enjeux d’accueil et d’accompagnement, ça inverse la logique actuelle de rejet*“, a-t-elle expliqué devant un parterre d’élus et d’ONG.

Même la mesure-phare du gouvernement en faveur de l'intégration, la proposition de créer un titre de séjour "métiers en tension" dans les secteurs en pénurie de main d'œuvre, est rejetée par les élus de gauche. Elle relève même d'une "*vision profondément déshumanisante et utilitariste*", a taclé Elsa Faucillon. "*La personne ne vient que pour remplir des tâches utiles à la nation mais surtout pas pour y participer, y contribuer et en bénéficier*", a ajouté l'élue des Hauts-de-Seine.

En attendant que le texte passe au Sénat, dominé par la droite, puis à l'Assemblée nationale, l'accueil des exilés est l'otage d'un "*jeu politicien malsain*", a pour sa part regretté l'eurodéputé EELV Damien Carême, dirigeant de l'Anvita (Association nationale des villes et territoires accueillants) qui a co-organisé le colloque.

***"On est en train de stigmatiser cette population, qu'on rend responsable de tous les maux. Or, on a vu qu'en Europe on a été capables d'accueillir sept millions d'Ukrainiens en trois mois en leur donnant un droit au logement, à la santé, au travail*", a-t-il poursuivi. "Donc on a la capacité d'accueillir."**

actu.orange/AFP